



## Assemblée générale

Distr. générale  
20 février 2006  
Français  
Original : espagnol

---

### Soixantième session

Points 71 et 118 de l'ordre du jour

### Questions relatives aux droits de l'homme

### Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions

### **Lettre datée du 20 février 2006, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'un communiqué émanant de la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies, mettant en garde contre la tentative d'imposer bientôt la création du Conseil des droits de l'homme dans les conditions exigées par les États-Unis d'Amérique et leurs principaux alliés, en sacrifiant les intérêts des pays du Sud.

Nous estimons qu'il est essentiel de connaître vraiment les pressions exercées et les efforts intenses déployés par quelques pays puissants pour fausser les propositions originales tendant à substituer à une Commission des droits de l'homme discréditée et manipulée un organe inclusif et réellement attaché à la promotion des droits de l'homme de tous et fondé sur un véritable esprit de coopération.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte du communiqué ci-joint en tant que document de l'Assemblée générale au titre des points 71 et 118 de l'ordre du jour.



**Annexe à la lettre datée du 20 février 2006, adressée  
au Secrétaire général par le Représentant permanent  
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Communiqué de la Mission permanente de Cuba  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

16 février 2006

Cuba ne sera ni complice ni spectateur silencieux de la tentative évidente d'imposer la création du Conseil des droits de l'homme dans les conditions exigées par les États-Unis d'Amérique et leurs principaux alliés, véritables responsables du discrédit jeté sur la Commission des droits de l'homme et de la manipulation de ses travaux.

Peu d'instances du système des Nations Unies ont fait l'objet d'une manipulation politique aussi grande de la part des États-Unis d'Amérique et de ses principaux alliés occidentaux que la Commission des droits de l'homme.

L'année dernière, ces mêmes pays ont donné le coup de grâce à la crédibilité de cet organe en s'opposant à l'adoption d'un projet de résolution visant à mettre fin à l'impunité et au silence complice des gouvernements européens et d'autres alliés occidentaux face à la pratique de la torture et à d'autres violations graves des droits de l'homme qui se sont généralisées sur la base navale de Guantánamo et ailleurs, dans l'ombre d'une guerre contre le terrorisme que les autorités de Washington proclament être en train de mener à bien.

Les responsables de ce déplorable état de choses ont un plan qui vise à sacrifier une fois encore les intérêts des grandes majorités et à imposer, au cours des prochains jours, la création du Conseil des droits de l'homme, pour répondre aux exigences de la politique impérialiste des États-Unis d'Amérique avec la complaisance et la complicité des anciennes métropoles coloniales européennes.

Les arguties au détriment des attentes et des revendications des peuples du Sud et des grandes majorités du Nord remontent au tout début de l'affaire.

Il est très frappant que la création du nouveau Conseil des droits de l'homme soit l'unique élément substantiel du rapport du Groupe de personnalités de haut niveau sur les menaces, les défis et le changement, créé par le Secrétaire général et constitué d'experts renommés originaires de toutes les régions du monde, dont il n'ait pas été tenu compte dans l'élaboration des propositions de réforme de l'Organisation lors du Sommet de septembre 2005.

Le Groupe de personnalités de haut niveau a proposé l'universalisation de la composition de la Commission des droits de l'homme, a rejeté l'éventuelle imposition de conditions ou d'exigences par les membres de cet organe et a remis en question la politique de deux poids deux mesures imposée à ses travaux.

Les textes qui ont ensuite été présentés en vue de la création du Conseil des droits de l'homme n'ont pas tenu compte de ces recommandations afin de faire l'affaire de la superpuissance.

Pourquoi, si dès le début du débat la nette majorité des États Membres a exigé un organe composé de 53 membres au moins, continue-t-on à suggérer la réduction du nombre de sièges au Conseil?

Pourquoi cette insistance à imposer les conditions de l'administration américaine quant à la composition du Conseil, si la majorité écrasante des États Membres s'est prononcée contre ces mêmes exigences?

Cuba dénonce les fortes pressions exercées ces dernières semaines pour imposer, de manière intempestive et prématurée, l'adoption d'une décision autorisant la création d'un Conseil des droits de l'homme selon les intérêts impérialistes proclamés dans le « projet pour un nouveau siècle américain » qui est le plan des faucons de Washington pour dominer le monde.

Une fois encore, l'administration du Président Bush – qui revendique son droit à la torture comme moyen de combattre le terrorisme, à la détention arbitraire et à la négation des droits les plus élémentaires de nombreux êtres humains en se fondant sur de simples soupçons de liens avec le terrorisme, pour espionner ses propres citoyens et même pour bombarder des villes au nom de la liberté et de la démocratie – reçoit le soutien complice de ses alliés.

Il y a quelques heures à peine, en analysant les violations commises dans le centre de détention que le gouvernement nord-américain a installé de manière illégitime sur le territoire cubain qu'il occupe illégalement à Guantánamo, cinq dispositifs spéciaux de la Commission des droits de l'homme, à savoir le Rapporteur spécial sur la question de la torture, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, le Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mentale possible et la Présidente du Groupe de travail sur la détention arbitraire, ont condamné les efforts déployés par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour légaliser la torture, s'ériger en juge, procureur et avocat, et violer les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels Washington est partie.

Voilà le gouvernement qui exige aujourd'hui un Conseil des droits de l'homme créé à son image et à sa ressemblance, pour continuer à manipuler, pour continuer à commettre des violations, pour continuer à commettre des actes arbitraires.

Plusieurs des principaux acteurs de ce processus ont apparemment reçu le feu vert de Washington, après l'avoir assuré du respect de ses exigences, pour imposer l'adoption d'une décision dans les prochains jours.

Que nul ne compte que Cuba restera un spectateur silencieux face à cet abominable tromperie.

Cuba défendra jusqu'au bout la vérité et la raison et s'emploiera à revendiquer le droit des peuples de cette planète de pouvoir compter sur un Conseil des droits de l'homme qui réponde à ses intérêts et à son espoir d'un avenir meilleur, d'un avenir d'équité et de justice sociale, où chaque individu et chaque peuple soit respecté également.

Cuba s'opposera à toute tentative visant à imposer des conditions, des exigences ou des procédures spéciales pour l'adhésion au Conseil et l'obtention d'un siège permanent. S'il est un gouvernement qui ne mérite pas d'être membre du Conseil, c'est bien celui qui représente un État qui a tiré profit de l'esclavage et de

la traite transatlantique des esclaves, qui a entretenu un « compromis constructif » pour prolonger l'existence du régime de l'apartheid, qui protège les violations des droits de l'homme commises par l'occupant israélien de la Palestine et des autres territoires arabes et accorde l'impunité à leurs auteurs, qui a soutenu les dictatures militaires sanglantes en Amérique latine, qui aujourd'hui torture et assassine au nom d'une liberté dont la majorité de ses propres citoyens ne bénéficie pas, qui ne s'acquitte pas de ses engagements et de ses obligations en matière d'aide publique au développement du tiers monde et qui menace et attaque les pays du Sud.

De nombreux pays le savent. Il suffit de se rappeler qu'il y a quelques années de cela, lors d'un vote de sanction évident face à la prépotence et aux manipulations de Washington, le Conseil économique et social a empêché la réélection des États-Unis d'Amérique comme membre de la Commission des droits de l'homme, statut que ce pays n'a retrouvé que lorsque deux gouvernements complices lui ont docilement offert leurs sièges.

Cuba s'opposera à la tentative de se moquer de l'obligation de la répartition géographique la plus stricte et la plus équitable des sièges au Conseil.

Cuba s'emploiera à empêcher que soit éludée la question de la définition de critères clairs pour mettre fin à la manipulation politique des prétendues résolutions des pays. La sélectivité et la politique de deux poids deux mesures imposés par les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne et d'autres pays du Nord dans l'examen de cette question lors des travaux de la Commission sont la cause réelle de la crise. Cuba ne peut permettre que le Conseil continue d'être un tribunal d'inquisition contre les peuples du Sud, surtout lorsque l'on prétend aujourd'hui manipuler la cause commune de la liberté et la promotion de la démocratie pour justifier des « guerres préventives ».

Cuba continuera d'insister pour que la réalisation du droit au développement, principale revendication de l'immense majorité des êtres humains partout dans le monde, parvienne à occuper la place centrale qu'elle mérite dans le mandat du Conseil.

Cuba exigera aussi que l'on réponde comme il se doit aux demandes de larges secteurs et de peuples victimes de la discrimination et de l'oubli qui aspirent à l'égalité, notamment les peuples autochtones, les populations d'ascendance africaine, les migrants et les personnes qui professent la religion islamique.

Cuba saura s'acquitter de son devoir et de sa responsabilité à ce moment historique pour les pays du Sud et les grandes majorités de la planète tout entière.